

Le nord de la Colombie entre charbon et éoliennes

Sinistrée par l'exploitation du minerai, la région de la Guajira redoute les effets d'une transition à marche forcée

REPORTAGE

LA GUAJIRA (COLOMBIE) -
envoyé spécial

Le train d'El Cerrejon, l'une des plus grandes mines de charbon au monde, et ses 110 wagons chargés de minerai noir déchirent le désert ocre de la Guajira, en Colombie. « On l'appelle le monstre ou le boa. Deux membres de ma famille ont déjà été tués par le train, des chèvres et des moutons par dizaines ! », raconte Denise Velasquez, leader indigène wayuu du clan Uriana. Sa maison isolée se trouve à quelques dizaines de mètres des rails, près du cap de la Vela, dans le nord de la Colombie. Malgré des ressources naturelles importantes, la péninsule de la Guajira reste pauvre et ignorée. L'Etat colombien a toujours délaissé ce département, habité presque exclusivement par les Wayuu, la principale communauté indigène du pays (380 460 personnes, en 2018). Des Amérindiens qui, historiquement, ont toujours résisté à la conquête espagnole.

Dolores Epiyuu, leader du clan Siwolu, vit également près des rails du train d'El Cerrejon, à quelques dizaines de kilomètres d'Uribia, la plus importante ville du nord du département. Elle est inquiète et lasse. « Il passe toutes les quatre heures environ, toute l'année, nuit et jour. Le vent nous recouvre de poussière de charbon qui s'échappe des wagons ouverts », raconte-t-elle, sa tunique traditionnelle vermillon flottant au vent.

Bond des exportations

La mine à ciel ouvert d'El Cerrejon est située une centaine de kilomètres plus au sud, au centre de la Guajira. Cette exploitation, surnommée *la bestia* (« la bête »), tourne à nouveau à plein régime après avoir dû réduire sa production en raison de la chute de la demande mondiale de charbon, conséquence des accords internationaux de lutte contre le réchauffement climatique puis de la pandémie de Covid-19.

Une fermeture anticipée fut même envisagée. Un espoir de courte durée pour les communautés wayuu et afro-colombiennes de la Guajira. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, a rebattu les cartes de l'énergie mondiale. Les pays de l'Union européenne (UE) sont devenus les principaux acheteurs du charbon colombien pour compenser l'arrêt des importations de gaz russe. Les exportations vers le Vieux Continent ont bondi de 37 % depuis le début du conflit. Et les convois reliant quotidiennement la mine à Puerto Bolivar, le terminal d'exportation, ont repris de plus belle, atteignant désormais 90 000 tonnes par jour.

Une aubaine pour le géant minier suisse Glencore, propriétaire exclusif de la mine depuis 2021, qui a vu son activité en Colombie redevenir rentable. Ces bénéfices ont même réveillé des velléités d'expansion de l'exploitation, qui s'étend déjà sur 690 kilomètres carrés, au grand dam du chef de l'Etat colombien, Gustavo Petro.

Le président, élu en août 2022 sur un programme de gauche écologiste, a tenté de contrer les plans d'expansion de Glencore. Le 2 juillet 2023, il déclarait ainsi

« Le vent nous recouvre de poussière de charbon qui s'échappe des wagons ouverts »

DOLORES EPIYUU
leader indigène wayuu



« l'état d'urgence économique, social et écologique dans la Guajira », un régime juridique permettant de geler tout nouveau projet industriel sur ce territoire. Même si la Cour constitutionnelle a en partie annulé cette décision en octobre 2023, la multinationale suisse, estimant que ses droits d'exploitation étaient lésés, a décidé de répliquer en novembre en demandant, pour la quatrième fois depuis 2016, un arbitrage international.

La loi qui régit les différends entre investisseurs et Etats (ISDS, pour Investor State Dispute Settlement) signataires d'accords de libre-échange a déjà permis au géant minier de recevoir des compensations de la part de la Colombie. M^{me} Rosa Maria Mateus Para, du collectif d'avocats Cajar, spécialisé dans la défense des droits humains, ne se fait pas d'illusions sur le futur verdict des trois demandes d'arbitrage en cours. « Ces traités de libre-échange n'ont pas de clause sur l'environnement ou sur les droits humains, dénonce-t-elle. Ils sont constitués de façon que les entreprises ne perdent presque jamais, et outrepassent les sentences d'un haut tribunal national comme la Cour constitutionnelle. »

Dans une des procédures, déclenchée en 2021, la multinationale affirme que l'interdiction de détourner l'Arroyo Bruno, l'une des dernières sources d'eau potable de la région, lèse ses intérêts. Le groupe suisse se refuse à tout commentaire concernant la dernière demande de novembre 2023, mais affirme « planifier et travailler à un transfert responsable [de la mine d'El Cerrejon] à l'Etat colombien une fois que les contrats convenus jusqu'en 2034 seront terminés ». Et promet de « réhabiliter et de compenser les zones affectées par les activités minières en accord avec toutes ses obligations légales ». Le poids économique d'El Cerrejon est considérable. Il représente à lui seul 43 % du produit intérieur brut (PIB) de la Guajira, soit 0,7 % du PIB de la Colombie, et des milliers d'emplois directs et indirects.

« Cultures vivrières » détruites

Le grand espoir du président Petro est de réussir à compenser l'activité minière par les énergies vertes, et notamment l'éolien. Il s'agit aussi d'offrir à la région le développement promis par la mine il y a quarante ans. La Guajira bénéficie en effet de vents constants toute l'année. De plus, la faible densité de population, la zone semble tout indiquée pour y implanter des éoliennes.

Mais les Guajiros et les communautés wayuu et afro-colombiennes voient d'un œil méfiant ces nouvelles promesses d'Eldorado. Car les ravages de l'industrie du charbon sont encore bien présents dans les esprits et dans les territoires.

La communauté de 1200 familles afro-colombiennes de Tabaco, dans la municipalité d'Hatonuevo, au centre du département, a ainsi été forcée de quitter ses terres au début des années 2000 pour faire place à un projet d'extension de la mine. L'entreprise a commencé par assécher en

amont la rivière Tabaco, en bétonnant et en déviant des cours d'eau souterrains qui l'alimentaient. « Tabaco était un territoire incroyablement riche en terres fertiles, en sources d'eau, se souvient José Julio, colosse de 69 ans à la voix éraillée qui travaillait comme agriculteur en 1976, quand a été ouvert El Cerrejon. La mine a provoqué la destruction de nos cultures vivrières. » La communauté a résisté le plus longtemps possible mais l'arrivée d'hommes armés (« des paramilitaires à la solde l'entreprise minière », selon José Julio) finit par imposer violemment l'évacuation du territoire.

En 2014, puis trois ans plus tard, la mine a été condamnée par la justice colombienne à indemniser et à reloger la communauté sur des terres productives, mais les réparations se font toujours attendre, et la municipalité d'Hatonuevo, chargée de la construction du nouveau village de Tabaco, n'a toujours pas commencé

les travaux. « Nous n'avons plus de territoire, et même si on nous rendait nos terres aujourd'hui, nous ne pourrions pas y vivre. Le charbon a rendu la terre stérile. L'eau des nappes phréatiques est désormais à 300 mètres de profondeur. Avant l'arrivée de la mine, nous avions de l'eau dans nos puits à 7 ou 8 mètres et la rivière à côté ! », se remémore José Julio.

Enfants morts de faim

Felipe Santiago Rodriguez, directeur de l'association Comité Cívico por la Dignidad de la Guajira, est révolté : « 70 % de la Guajira est semi-désertique et déjà soumise à un stress hydrique très fort. Chaque source d'eau est essentielle ici. » L'homme explique que l'arrivée de la mine a fait passer la Guajira d'une économie agricole à une économie minière. Le territoire y a perdu sa souveraineté alimentaire, entraînant de graves problèmes de malnutrition dans le département. Selon les chiffres de

l'Institut national de la santé colombien, 55 enfants wayuu sont officiellement morts de faim en 2023 et plus de 600 depuis 2011.

Pour autant, les projets éoliens lancés ne semblent pas en mesure de résoudre les problèmes. « A Uribia, il y a déjà deux parcs éoliens en activité mais nous avons toujours la pire électricité du pays, se lamente Janny Vanega Mendoza, représentant l'association paysanne Nueva Esperanza. Il y a des coupures tout le temps. Nous produisons de l'électricité mais c'est pour les autres ! » José Miguel Correa Batista, de l'Association des autorités traditionnelles indigènes wayuu, doute aussi des bénéfices de la révolution éolienne : « Les exploitants exigent près de 40 % du territoire de la municipalité d'Uribia, qui fait 8200 km² ! C'est un déplacement massif, systématique et organisé des populations indigènes. »

La peur que l'histoire se répète est bien présente pour les

Wayuu, qui représentent 96 % de la population de la Alta Guajira, la partie la plus septentrionale du département. « Avec ou sans nous, l'énergie éolienne va être exploitée, constate José Miguel Correa Batista avec fatalisme. C'est une lutte impossible. Il s'agit d'intérêts mondiaux qui nous dépassent. Il faut accepter et essayer d'en tirer les meilleurs bénéfices. »

Au cap de la Vela, cap sacré pour les Wayuu, Denise Velasquez se sent prise en étau dans son hameau coincé entre les rails du train et les éoliennes. Cette transition énergétique à marche forcée lui laisse un goût amer. « Le train ne nous laisse pas dormir, et maintenant les éoliennes ! Ils ont installé des turbines sur les terres sacrées où sont enterrés nos ancêtres. Les éoliennes ont divisé notre communauté et nos familles. Il n'y a pas de progrès, c'est quelque chose qui vient nous faire du mal, encore une fois. »

VICTOR RAISON

DAMIEN TRAVAILLE MIEUX

SON ENTREPRISE FACILITE LA PRATIQUE DU SPORT POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DE SES SALARIÉS.

Harmonie Mutuelle s'engage aux côtés des entreprises pour promouvoir le sport sur et en dehors du lieu de travail. C'est en agissant sur les déterminants de santé que nous avons un impact positif sur la société.

Retrouvez tous nos engagements sur [harmonie-mutuelle.fr](https://www.harmonie-mutuelle.fr)



Harmonie Mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le numéro Siren 538 518 473. Numéro LEI 969500JLUS2H89G4TD57. Siège social : 143, rue Blomet - 75015 Paris. Crédit photo : Nicolas Prado - BABEL

Harmonie mutuelle
GROUPE **vyv**
AVANÇONS collectif